Séance publique du 9 juillet 2002

Délibération n° 2002-0683

commission principale : finances et institutions

commune (s) : Francheville

objet : **Indemnisation à l'amiable - Protocole d'accord passé avec la SARL L'Epicurien**

service : Délégation générale aux affaires générales - Service marchés publics et affaires juridiques

Le Conseil,

Vu le rapport du 19 juin 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Les travaux de restructuration réalisés de janvier à décembre 2000 Grande Rue (CD 75) à Francheville, entre la place du Bourg et la route du Bruissin ont occasionné une gêne réelle pour l'accès de la clientèle aux commerces riverains.

La société L'Epicurien qui exploite un commerce à cette enseigne au 78, Grande Rue à Francheville a fait état d'un préjudice commercial découlant d'une forte restriction d'accès pour sa clientèle.

Conformément à la délibération du 26 novembre 2001 reconduisant la commission d'indemnisation amiable des commerçants et artisans à l'occasion des travaux, ladite société a saisi le tribunal administratif de Lyon d'une demande de référé-expertise.

Le Tribunal administratif a donc désigné, par ordonnance pour cette requête, un expert aux fins de rechercher tous les éléments relatifs à l'existence, aux causes et à l'importance du préjudice économique et financier subi par l'activité de ladite société.

Bien que la commune de Francheville ait pris les mesures propres à assurer la circulation des véhicules et la Communauté urbaine, en tant que maître d'ouvrage des travaux d'assainissement, toutes dispositions pour assurer et maintenir le cheminement des piétons au fur et à mesure de l'avancement du chantier, il ressort du rapport déposé par l'expert que les travaux ont entraîné malgré tout une difficulté certaine d'accès et que les préjudices allégués par la société demanderesse sont liés principalement à ce chantier.

L'expert estime le préjudice global à 5 488,16 € pour l'ensemble du chantier faisant intervenir divers maîtres d'ouvrages.

La commission d'indemnisation qui s'est réunie pour examiner ce dossier les 17 décembre 2001 et 22 avril 2002 a proposé une indemnisation de 1 739,74 € déterminée au *prorata temporis* de la durée des travaux sous maîtrise d'ouvrage communautaire et prenant en compte les frais judiciaires correspondants.

Cette proposition a été portée à la connaissance de ladite société qui l'a acceptée.

Ainsi, il pourrait être convenu que la Communauté urbaine accepte d'indemniser cette société.

En effet, le protocole d'accord à intervenir avec cette société vaudrait transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants (notamment l'article 2052) du code civil et mettrait fin à tout litige entre les parties à propos d'un préjudice dû aux travaux d'aménagement de la rue Marietton pour la période prise en compte par l'expertise.

En conséquence, la société L'Epicurien devrait renoncer à tout recours envers la Communauté urbaine.

Ce protocole serait soumis aux deux conditions suspensives suivantes :

- l'approbation du conseil de Communauté,
- l'absence de déféré préfectoral ;

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération en date du 26 novembre 2001 ;

Vu la proposition de la commission d'indemnisation en date du 17 décembre 2001 ;

Vu les articles 2044 et suivants du code civil ;

Oùï l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - Approuve ledit protocole par lequel la Communauté urbaine accepte de verser la somme de 1 739,74 € à la SARL L'Epicurien.

2° - Autorise monsieur le président à le signer.

3° - La somme versée pour solde de tout compte sera imputée au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 2002 et suivants - compte 671 800, autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,